

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 01/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 juillet 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)

91 rue des Eglantiers
73230 Saint-Alban-Leysse

Références : 20250711-RAP-StAlbanLeysse-ExcoffierRecyclage-InspectionPPC
Code AIOT : 0003200726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juillet 2025 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO) implanté 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse. L'inspection a été annoncée le 08/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER RECYCLAGE - (DECHETTERIE PRO)
- 91 rue des Eglantiers 73230 Saint-Alban-Leysse
- Code AIOT : 0003200726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Contexte de l'inspection :

La société EXCOFFIER RECYCLAGE, dont le siège social est situé à Villy-le-Pelloux (74), exploite à Saint-Alban-Leysse, des installations classées de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux

et non dangereux, relevant du régime de l'autorisation, en particulier sous les rubriques suivantes :

- 2718-1 (A) : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.

La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t

- 3510 (A) : Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, s'agissant du mélange et du reconditionnement des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718 ;

- 3550 (A) : Stockage temporaire de déchets dangereux avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, s'agissant notamment du stockage des déchets dangereux prévus au titre de la rubrique 2718.

Le site bénéficie pour cela d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 21 décembre 2022.

Il a également fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024, concernant les besoins en eau d'extinction incendie et le volume de rétention des eaux d'extinction.

L'objet de la présente visite d'inspection a été de réaliser un contrôle sur le tri 6/8 flux des déchets collectés, sur la thématique des produits chimiques, le respect de l'APMD ainsi que sur des prescriptions techniques applicables telles que le volume des activités, la surveillance des effluents liquides et sur la détection de déchets radioactifs à l'entrée du site.

Thèmes de l'inspection :

- Action Nationale 2025 tri 6/8 flux
- Suivi mise en demeure
- produits chimiques
- Volume des activités
- prescriptions techniques : effluents liquides, portail de détection de radioactivité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat et volume des activités	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.2.1 et 7.1.2	Demande d'action corrective : <ul style="list-style-type: none"> • sous un délai de 15 jours, de placer le stockage de GEMF sous un auvent ou à l'endroit initialement autorisé dans le Hall d'exploitation, • sous un délai d'1 mois, de transmettre un dossier de mises à jour des conditions de stockage des déchets sur site + plan actualisé des stockages des déchets.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri et collecte 6/8 flux	Code de l'environnement du 01/01/2025, article L. 543-281	Sans objet
2	Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.3	Sans objet
3	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4	Sans objet
4	Entreposage des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5	Sans objet
6	Besoins en eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.6.2.3	Levée de mise en demeure
7	Rétention des eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.7.1	Levée de mise en demeure
8	Portique de détection des déchets radioactifs	Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Produits Chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
10	Produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Sans objet
11	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	Sans objet
12	Produits chimiques	Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
13	Produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 11 juillet 2025 de l'établissement de Saint-Alban-Leyse de la société EXCOFFIER RECYCLAGE, n'a pas mis en évidence de non-conformités ni d'observation concernant :

- l'action nationale 2025 relative au tri des déchets,
- REACH : produits chimiques,
- le portail de détection des déchets radioactifs.

Par ailleurs, nous avons constaté :

- la présence du dispositif de rétention des eaux d'extinction incendie prescrit par l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022,
- la présence du dispositif complémentaire de rétention des eaux d'extinction incendie prescrit par l'article 6.7.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 et, en conséquence, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024.

Ces prescriptions étant respectées, nous proposons donc de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024.

En revanche, concernant les dispositions relatives aux stockages des déchets de plâtre et des DEEE (GEMF), nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions correctives suivantes dans le but d'un retour à la conformité :

- **sous un délai de 15 jours**, de placer le stockage de GEMF sous un auvent ou à l'endroit initialement autorisé dans le Hall d'exploitation,
- **sous un délai d'1 mois**, de transmettre un dossier de porter à connaissance sur les mises à jour des conditions de stockage des déchets sur site, qui précisera les emplacements actuels des différents types de déchets, notamment ceux du plâtre et des DEEE (GEMF). Ce dossier devra également justifier qu'avec la configuration actuelle des stockages et qu'en cas d'incendie, les flux thermiques restent contenus dans les limites du site.

Le dossier de mise à jour sera également accompagné d'un plan actualisé des stockages des déchets.

Enfin, nous demandons à l'exploitant d'apporter une amélioration à l'étiquetage de la cuve de gazole non routier de 4000 litres, car les informations relatives à celle-ci n'étaient pas lisibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tri et collecte 6/8 flux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2025, article L. 543-281
Thème : Actions nationales 2025, Tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
Prescription contrôlée :

Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.

Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.

Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur valorisation. [...]

Constats :

Les déchets arrivent sur site, selon les clients :

- soit en mono flux : papiers, métal, plastique, verre, textiles, bois, fractions minérales, plâtre. Dans ce cas le tri à la source a été préalablement réalisé par le client qui dispose de bennes permettant de séparer les flux
- soit mélangés : 2 à 6 flux dans la même benne (8 flux précités à l'exception des fractions minérales et du plâtre qui entrent systématiquement en mono-flux)

À la réception des déchets, l'exploitant effectue un contrôle de la qualité du tri amont et, le cas échéant, des déclassements si les flux de déchets ne respectent pas les dispositions précitées (soit mono-flux, soit mélange de 6 flux).

Concernant les déchets mélangés, l'exploitant extrait ceux de grandes dimensions à la pelle mécanique.

Après la phase de tri, les déchets sont stockés par nature dans des box distincts.

L'organisation du site et ses installations permettent de prendre en charge les différents flux susvisés et d'assurer une séparation de chacun d'eux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.3

Thème : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement

Prescription contrôlée :

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.

a) Informations à fournir :

- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

<ul style="list-style-type: none"> - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant rédige des certificats d'acceptation préalable (CAP) pour les déchets dangereux. Pour les déchets non dangereux l'exploitant a établi une procédure d'admission, destinée à vérifier que les déchets entrants sur le site remplissent les critères d'acceptation.</p> <p>Nous avons vérifié par sondage le contenu de devis établis par l'exploitant auprès de ses clients, sur lesquels sont portées les informations et dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • identité et localisation du producteur, • caractéristique de son activité du client, • type de déchets concernés, • code déchet inscrit dans le devis du client, • conditions générales du devis décrivant la nature et le volume de déchets pris en charge, • pour toute non-conformité constatée par l'exploitant dans le tri effectué par son client, une procédure d'amélioration est mise en place et un déclassement de la qualité des déchets est effectué, • dans le cas de la présence de déchets dangereux ou de déchets souillés, le client est tenu d'en informer l'exploitant, afin de requalifier le traitement des déchets concernés. <p>Ainsi, il a bien été constaté l'utilisation d'un cadre d'échange d'informations entre le client et la société Excoffier Recyclage, préalables à l'admission des déchets et portant sur leurs caractéristiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.4</p>
<p>Thème : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.4 Procédure d'admission</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. [...] <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la</p>

notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.
<p>Constats :</p> <p>Les déchets réceptionnés proviennent soit des collectes des chauffeurs de la société Excoffier Recyclage, soit des apports de tiers. Les réceptions sont pesées et orientées pour le déchargement en fonction du type de déchet sur l'aire adéquate. Chaque réception doit être accompagnée d'un bon (d'enlèvement informatique pour les chauffeurs et de réception manuelle pour les tiers) qui est établi pour chaque type de déchets. Ce bon mentionne : la date, le nom du client, l'identification du transporteur, la nature et le poids du déchet, le lieu de déchargement.</p> <p>La procédure d'admission prévoit l'établissement d'un bon de prestation par le logiciel « Nassy » qui liste les déchets identifiés par contrat entre le client et la société Excoffier Recyclage.</p> <p>L'exploitant a présenté une fiche d'instruction concernant déclassement des déchets entrants. Celle-ci précise que pour déterminer la conformité du déchet, le chauffeur doit contrôler visuellement, avant sa prise en charge chez le client, que les déchets sont conformes à ceux annoncés sur son bon de mission.</p> <p>Lors du vidage du contenant sur le site de regroupement, le chauffeur doit contrôler l'ensemble du chargement une fois au sol. Pour cette étape, le pelleur peut venir l'aider et participer au constat. En cas de doute, ils demandent à l'assistant d'exploitation de trancher. Les modalités d'identification des différentes catégories de déchets sont précisées dans des fiches d'instruction. Ces fiches décrivent également les précautions à prendre avant manipulation pour les déclassements de certains déchets (notamment les déchets dangereux tels que l'amiante, les piles au lithium...) ou pour les déchets interdits.</p> <p>Par exemple, dans le cas où le déchet réceptionné n'est pas autorisé, celui-ci devra si possible être refusé et retourné chez le client. En cas de détection de déchets non autorisés, ceux-ci devront être écartés avec les précautions nécessaires au vu des risques associés puis repris par le client dans la mesure du possible. Si aucun retour au client n'est possible, l'exploitant isole le déchet selon les recommandations d'une fiche d'instruction référencée FI509-R3</p> <p>« Déclassement sur le terrain », puis il alerte le service de la société Excoffier Recyclage en charge des Déchets Dangereux.</p> <p>Enfin, nous n'avons pas examiné l'exhaustivité de la saisie, sur le registre des déchets entrants, des informations prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021. Cette vérification avait été réalisée lors d'une inspection du 8 janvier 2025 sur le site de Chêne-en-Semine du même exploitant, géré de manière similaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Entreposage des déchets dans le centre de tri

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Annexe I, 3.5
Thème : Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.5 Entreposage des produits et déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection une procédure référencée PR07-R3-V10 intitulée « gestion des déchets » qu'il applique sur l'ensemble de ses sites. Cette procédure décrit la gestion des différents types de déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • DCS : Déchets issus de la Collecte Sélective • DEEE : Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques

- DIB : Déchets Industriels Banals + déchets incinérables + déchets destinés à l'enfouissement
- DID : Déchets Industriels Dangereux
- DU : Déchets Ultimes

La procédure précise que chaque apport est pesé pour facturer le client. Les déchets transitent ensuite sur une aire dédiée puis sont orientés vers des filières adaptées à leur nature.

Les déchets dont le tri à la source a été réalisé de façon séparée (papiers/cartons, métal, plastique, bois, textiles, verre, fraction minérales, plâtre...) sont entreposés sur une aire dédiée aux stocks de mono-flux.

Le site dispose également d'une aire dédiée à la réception et à l'entreposage des déchets qui contiennent les flux en mélange de papiers/cartons, métal, plastique, bois, textiles, verre. Une fois les déchets déposés sur cette aire, ils sont triés grossièrement par flux sur place, puis ce qui reste en mélange est envoyé sur le site de Villy-le-Pelloux, qui reçoit les déchets en mélange de tous les sites de la société Excoffier Recyclage, de façon à les trier finement sur la chaîne spécialisée. Les refus de tri constituant les déchets ultimes sont chargés afin d'être expédiés vers une ISDND, un incinérateur ou une cimenterie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Volume des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 1.2.1 et 71.2			
Thème : Situation administrative, Volume des activités			
Prescription contrôlée : Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques citées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022.			
Constats : Les volumes et quantités de déchets présents sur le site respectent les limites autorisées par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 :			
Rubr/ régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection
2710-1-a-A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	10 tonnes Flux annuel : 300 tonnes par an	Inférieur à 10 tonnes (maximum 1 tonne apportée par des tiers) Flux d'environ 90 tonnes par an
2710-2-a-E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	1000 m ³ Flux annuel : 50 000 t/an	100 m ³ Flux annuel estimé à 10 000 tonnes/an
2711-2 D	Tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et	150 m ³ , soit 15 tonnes Flux annuel : 3500	100 m ³ au total Flux annuel d'environ 500

	électroniques (DEEE) 2- la quantité présente sur le site étant comprise entre 100 et 1000 m ³	tonnes/an	tonnes/an
2712-3-b-E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 3. Dans le cas des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R.543-297 du Code de l'environnement b) Pour la dépollution, le démontage ou le découpage	10 bateaux présents sur site en simultané Flux annuel : 300 bateaux traités par an	Aucun bateau présent lors de la visite d'inspection Flux annuel : 10 bateaux par an
2713-1 A	Transit, regroupement et tri de métaux et de déchets métalliques non dangereux, d'alliages de métaux et de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, 1- la surface étant supérieure ou égale à 1000 m ²	Surface dédiée au stockage de métaux : 5800 m ² Flux annuel : 30 000 tonnes/an	Transit réalisé sur une surface d'environ 5500 m ² , proche des limites autorisées de 5800 m ² . Le flux annuel réel de 10 000 t/an
2714-1 A	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, 1- le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³ .	7550 m ³ Flux annuel : 40 000 t/an	Environ 700 m ³ présent avec un flux annuel maximum de 20 000 t/an
2715-D	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	300 m ³ Flux annuel : 500t/an	Une alvéole contenant environ 40 m ³ de déchets de verre
2716-1 A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, 1- le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	4133 m ³ Flux annuel : 90 000 t/an + biodéchets provenant des restaurants, des commerces ou des cantines, 60 m ³ , soit 29 tonnes Flux annuel : 520 tonnes Flux annuel total : 90 520 t/an	Environ 250 m ³ Flux annuel : 30 000 t/an Pas de biodéchets présents sur le site

2718-1 A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2717, 1- la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne.	280 tonnes flux annuel : 5 000 t/an	20 tonnes présents sur site. Flux annuel de 220 t pour 2024 (données déclarées sur GEREPE)
2791-1 A	Installation de broyage de déchets non dangereux 1 – la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t	Broyage de déchets non dangereux : 4 tonnes/jour Cisaillage des métaux : 96 tonnes/jour TOTAL : 100 tonnes/jour flux annuel global : 25 400 t/an	Broyage de déchets non dangereux : pas de broyage de déchets non dangereux constatés lors de l'inspection. 4 à 5 campagnes par an Cisaillage des métaux pouvant atteindre près de 90 tonnes/jour par campagne
3510 A	Traitement de déchets dangereux	35 tonnes/jour flux annuel : 8890 t/an	De l'ordre de 10 t/jour maximum flux annuel : 720 tonnes sur 2024
3550 A	Stockage déchets dangereux	295 tonnes, soit : - 280 t pour la rubrique 2718 - 15 t pour la rubrique 2711 Flux annuel : 8500t/an soit : - 5000 t/an pour la rubrique 2718 - 3500 t/an pour la rubrique 2711	Environ 50 tonnes au total flux annuel 720 tonnes

La nature et les quantités de déchets présents sur le site ainsi que les surfaces de stockages utilisées sont conformes à celles autorisées.

A noter qu'actuellement, le site n'est pas exploité au maximum de ce qui est autorisé.

En revanche, il a constaté une évolution des emplacements d'entreposage des déchets de plâtre et des DEEE de type GEMF (Gros Electroménagers Froid) par rapport au plan de stockage autorisé. Désormais, le plâtre est placé dans une alvéole de 90 m³ à l'entrée du hall de stockage, près des balles de papiers/cartons.

Quant au GEMF, ils ne sont plus situés à l'intérieur du Hall mais à l'extérieur, près de l'aire de stockage des déchets métalliques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Nous demandons à l'exploitant :

- **sous un délai de 15 jours**, de placer le stockage de GEMF sous un auvent ou à l'endroit initialement autorisé dans la Hall,
- **sous un délai d'1 mois**, de transmettre un dossier de porter à connaissance abordant les mises à jour des conditions d'exploitation du site, qui précisera les emplacements actuels des stockages de déchets de plâtre et de GEMF. Ce dossier devra justifier que les flux thermiques en cas d'incendie restent contenus dans les limites du site. Le dossier sera également accompagné d'un plan à jour des stockages des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : de 15 jours à 1 mois

N° 6 : Besoins en eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : <ul style="list-style-type: none">- Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.6.2.3- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024
Thème : Risques accidentels, moyens externes de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• <u>Article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022</u> Pour assurer la défense contre l'incendie des installations du site «bâtiment principal d'exploitation (hall + auvent) », les besoins en eau précédemment définis doivent être disponibles pendant un minimum de 2 h soit 480 m³. Les moyens externes de lutte contre l'incendie sont constitués :<ul style="list-style-type: none">- d'au moins un poteau incendie, implanté à l'entrée du site, qui assure un débit de 150 m³/h soit 300 m³ disponibles pendant 2 h. Il est conforme aux normes AFNOR NF S 62-200, NF S 61-211 et NF S 61-213,- d'autres poteaux incendie sont présents aux alentours du site, dont un second à moins de 100 dont le débit reste alimenté par le même réseau que le premier poteau incendie.- d'une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente en place sur le site d'un volume complémentaire de 180 m³ a minima. L'exploitant s'assure régulièrement, auprès des entités responsables, de la conformité, du bon entretien et du bon fonctionnement de ces équipements.• <u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024 : Article 1 Mise en demeure</u> la société EXCOFFIER RECYCLAGE (SIREN n°327020087), représentée par son Président, Monsieur François EXCOFFIER, dont le siège social est situé, 70 route du Stade, 74350 Villy-le-Pelloux, est mise en demeure de mettre en conformité son site de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux, situé 91 rue des Eglantiers, 73230 Saint-Alban-Leyse, est mise en demeure de réaliser les actions suivantes sous un délai de 3 mois :<ul style="list-style-type: none">- faire application de l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer en faisant installer une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente d'un volume complémentaire de 180 m³.
Constats : <p>Pour mémoire, lors de l'inspection du 12 mars 2024, il avait été constaté que la réserve d'eau ou toute autre solution équivalente à mettre en place sur le site d'un volume complémentaire de 180 m³ à minima, n'était toujours pas opérationnel. Ainsi, les besoins en eau d'extinction incendie requis n'étaient pas atteints. Cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 19 juin 2024, de faire application de l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022 précité, en faisant installer une réserve d'eau ou toute autre solution équivalente d'un volume complémentaire de 180 m³.</p> <p>Lors de l'inspection du 11 juillet 2025, nous avons constaté la présence de la réserve d'eau incendie complémentaire prescrit par l'article 6.6.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21/12/2022 et, en conséquence, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024.</p> <p>Suite à cette mise en conformité, l'exploitant a transmis par courrier du 28 novembre 2024 une mise à jour du plan du site.</p> <p>La prescription étant respectée, nous proposons donc de lever sur ce point l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Rétention des eaux extinction incendie

Références réglementaires : <ul style="list-style-type: none">- Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.7.1
--

- Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024, article 1
Thème : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 6.71 :</u></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par : les bassins d'orage et réseaux du site qui permettent de recueillir un volume total maximal estimé à 223 m³. Chacun de ces dispositifs est isolé par une vanne barrage en aval du séparateur à hydrocarbures auquel il est relié, par une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, réalisée en modifiant le bassin d'infiltration situé au niveau de la zone Nord-Est. Le dispositif de confinement étanche aux produits collectés a une capacité totale de 630 m³. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé par l'exploitant qui a calculé la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part, du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau liée aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. <p><u>Arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024, article 1 :</u></p> <p>la société EXCOFFIER RECYCLAGE (SIREN n°327020087), représentée par son Président, Monsieur François EXCOFFIER, dont le siège social est situé, 70 route du Stade, 74350 Villy-le-Pelloux, est mise en demeure de mettre en conformité son site de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux et non dangereux, situé 91 rue des Eglantiers, 73230 Saint-Alban-Leysse, est mise en demeure de réaliser les actions suivantes sous un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • faire application de l'article 6.71 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer une rétention complémentaire d'un volume de 407 m³, afin de disposer d'une capacité totale requise de 630 m³. Ceci permettra de confiner intégralement les eaux d'extinction d'incendie sur le site, et de pouvoir ainsi les faire éliminer en tant que déchets en cas de sinistre ;
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, lors de l'inspection du 12 mars 2024, il avait été constaté que la rétention complémentaire requise de 407 m³ n'était toujours pas installée. Cette non-conformité a fait l'objet d'une mise en demeure de l'exploitant par arrêté préfectoral du 19 juin 2024, de faire application de l'article 6.71 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 précité, en faisant installer un dispositif de rétention complémentaires des eaux d'extinction incendie, d'un volume complémentaire de 407 m³.</p> <p>Lors de l'inspection du 11 juillet 2025, nous avons constaté la présence du dispositif complémentaire de rétention des eaux d'extinction incendie prescrit par l'article 6.71 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2022 et, en conséquence, de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024. La capacité totale de la rétention représente aujourd'hui 691 m³ (560 m³ est assuré par le dispositif complémentaire situé partie Est du site + 131 m³ de rétention existante au niveau de la partie Ouest du site). L'ensemble des eaux d'extinction incendie peuvent désormais être retenues.</p> <p>Suite à cette mise en conformité, l'exploitant a transmis par courrier du 28 novembre 2024 une mise à jour du plan du site.</p> <p>La prescription étant respectée, nous proposons donc de lever sur ce point l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2022, article 7.1.1
Thème : Risques chroniques, Portique de détection des déchets radioactifs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité qui est mis en œuvre pour le contrôle systématique des déchets entrants (et sortants) et vise à vérifier l'absence de déchets radioactifs. Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence à minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant. La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement par un organisme dûment habilité. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité. A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle radiologique. En cas de détection de déchets radioactifs : L'exploitant met en place une procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité. Cette procédure identifie les personnes habilitées à intervenir. Les alarmes doivent pouvoir être instantanément identifiées par une personne habilitée à intervenir. Le cas échéant, un dispositif de report d'alarme est mis en place. En cas de détection confirmée de radioactivité dans un chargement, le véhicule en cause est isolé sur une aire spécifique étanche, aménagée sur le site à l'écart des postes de travail permanents. Le chargement est abrité des intempéries. L'exploitant réalise ou fait réaliser un contrôle du chargement à l'aide d'un radiamètre portable, correctement étalonné, pour repérer et isoler le(s) déchet(s) douteux. Par ailleurs, il réalise ou fait réaliser une analyse spectrométrique des déchets douteux pour identifier la nature et l'activité de chaque radioélément. La gestion du déchet radioactif est réalisée en fonction de la période du radioélément et débit de dose au contact du déchet. Ceci peut conduire à isoler le déchet durant la durée nécessaire pour assurer la décroissance radioactive ou à demander à l'Andra de venir prendre en charge le déchet. En cas de gestion de la source par décroissance, l'exploitant dispose d'un local fermé, situé à l'écart des postes de travail permanents, bénéficiant d'une signalétique adaptée (trèfle sur fond jaune) et de consignes de restrictions d'accès claires et bien apparentes. L'immobilisation et l'interdiction de déchargement sur le site ne peuvent être levées, dans le cas d'une source ponctuelle, qu'après isolement des produits ayant conduit au déclenchement du détecteur. L'autorisation de déchargement du reste du chargement n'est accordée que sur la base d'un nouveau contrôle ne conduisant pas au déclenchement du détecteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est équipé d'un système de détection de la radioactivité pour le contrôle systématique des déchets entrants. L'exploitant a précisé que le dispositif a été mis en place par la société AM2C, en novembre 2023.</p> <p>L'exploitant a précisé que le réglage du seuil de déclenchement de l'alarme du dispositif est fixé à 2 fois la valeur du bruit de fond local.</p> <p>La vérification du réglage du seuil de déclenchement et du bon fonctionnement du portique de contrôle de la radioactivité a été réalisée le 17 juin 2025 par la société AM2C. Le rapport consulté n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>En séance, l'exploitant nous a présenté sa procédure de gestion des alarmes du dispositif de détection de la radioactivité renommée « PR-26-R3-V1 du 11/04/2024 ». Il prévoit un isolement du déchet en question au niveau du bâtiment « Le Chalet » durant le temps nécessaire pour assurer la décroissance radioactive du déchet concerné si le cas se présentait.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 9 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17

Thème : Produits chimiques, Etiquetage

Prescription contrôlée :

Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial : Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger, les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté :

- la présence d'un conteneur GRV (grands récipients pour vrac) de 1000 litres contenant de l'huile moteurs pour engins et véhicules lourds, sous la dénomination commerciale " YORK 1146 SAE 5W/30 " et utilisées lors d'opérations de maintenance des engins et machines du site. La présence de l'étiquetage est visible sur les contenants commerciaux. Cet étiquetage est en français. Ce mélange de substances est identifié par l'apposition sur les GRV d'étiquettes conformes au règlement CLP n°1272/2008,
- la présence d'un conteneur GRV (grands récipients pour vrac) de 1000 litres contenant de l'huile hydraulique pour engins et machines, sous la dénomination commerciale "WOMAC HYDROL HV 32 " et utilisées lors d'opérations de maintenance des engins et machines du site. La présence de l'étiquetage est visible sur les contenants commerciaux. Cet étiquetage est en français. Ce mélange de substances est identifié par l'apposition sur les GRV d'étiquettes conformes au règlement CLP n°1272/2008.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5

Thème : Produits chimiques, Fiches de données sécurité

Prescription contrôlée :

Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.

Constats :

Lors de la visite d'inspection, les fiches de données de sécurité du lubrifiant « " YORK 1146 SAE 5W/30 ", dont la dernière révision date du 10/03/2023 et de l'huile hydraulique "WOMAC HYDROL HV 32 " dont la dernière révision date du 14/01/2021 ont été examinées. Leur contenu répond à l'ensemble des exigences réglementaires en vigueur et notamment la mise à jour ou la prise en compte effective des nouvelles dispositions introduites par le règlement (UE) 2020/878. Ces fiches sont consultables par le personnel au niveau des bureaux administratifs. L'exploitant met en œuvre les mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques identifiés dans les FDS (ventilation suffisante, pas d'incompatibilité de produits,...).

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème : Produits chimiques, Capacité des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;• dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Il a été constaté que les stockages d'huiles sont placés sur des rétentions et que ces dernières sont suffisamment dimensionnées, les rétentions en place représentant 50 % de la capacité totale de deux GRV réunis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème : Produits chimiques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Il a été constaté que la nature et la tenue de la rétention mise en œuvre sont adaptées aux produits stockés. Les rétentions présentaient lors de l'inspection un bon état visuel et étaient quasiment vides de tout liquide.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et III
Thème : Produits chimiques, Produits incompatibles et réservoirs
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage
Constats :

L'inspection n'a pas constaté d'incompatibilité entre les produits stockés dans cette partie du hall.

Type de suites proposées : Sans suite
--